



**Comité européen
des régions**

Le Président

**DIALOGUE INTERNATIONAL DE DRESDE
RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET LA COHÉSION SOCIALE**

DRESDE

2 OCTOBRE 2017, 14 H 15

M. KARL-HEINZ LAMBERTZ

– SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI –

Introduction

Monsieur le Premier bourgmestre,

Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis vivement d'avoir été invité, cette année encore, à Dresde pour le mois d'octobre. Il y a un an jour pour jour, la veille du jour anniversaire de l'unité allemande, j'ai participé ici, à l'invitation du ministre Martin Dulig, à un débat sur la politique européenne que j'ai trouvé captivant. Je connais M. Hilbert de longue date, puisque nous avons travaillé ensemble à l'Association des régions frontalières européennes (ARFE), et j'apprécie le concours actif qu'il apporte à l'eurorégion Elbe/Labe. C'est une excellente idée que de consacrer le «Dialogue international de Dresde» à la cohésion sociale et à son importance pour la démocratie. J'espère qu'en 2025 la neuvième édition de ce dialogue sera l'un des points saillants du programme de la ville de Dresde comme capitale européenne de la culture.

À la lumière des événements auxquels nous avons assisté à Dresde l'an dernier, le jour de l'unité allemande, ainsi que des résultats des élections au Bundestag, surtout en Saxe, la thématique que nous abordons aujourd'hui paraît plus que jamais d'une importance et d'une d'actualité pressantes.

La démocratie et la cohésion sociale sont indissociables. La cohésion sociale forme la base d'une démocratie stable. Elle consiste à faire naître un sentiment d'appartenance commune. Il est nécessaire que les citoyens ressentent cette affiliation si l'on veut qu'ils s'investissent activement dans les processus décisionnels et pour éviter qu'ils ne cèdent aux sirènes du populisme.

Contexte

En Europe, ces dernières années ont été marquées par une crise sociale, économique et politique, mais aussi identitaire, sans précédent depuis la création de l'Union européenne. À Dresde, cette crise s'est cristallisée autour du mouvement Pegida.

À ce jour, cette crise n'a toujours pas été surmontée. Malgré quelques signaux positifs sur le terrain économique, le taux de chômage atteint 18 % en Espagne et, en Grèce, le taux de chômage des jeunes est de presque 50 %. En 2015, 119 millions d'Européens étaient menacés de pauvreté et d'exclusion sociale, soit 23,7 % de la population. En Allemagne aussi, le rapport 2017 sur la pauvreté a montré que le fossé entre les riches et les pauvres n'était pas près d'être comblé.

Face à ce tableau économique et social, et dans un contexte bien plus large de peur du déclassement, une partie des citoyens a cessé de croire à un avenir meilleur et se détourne de l'Europe, laquelle est tenue pour responsable, au même titre que les décideurs nationaux, d'une dégradation

redoutée des conditions de vie. La réalité est pourtant l'exact contraire de cette vision des choses. Si nous voulons assurer nos chances de vivre un avenir meilleur, nous devons empêcher l'échec du projet européen.

La promesse de l'Europe

Aucun des grands défis du XXI^e siècle ne pourra être affronté en suivant une approche purement nationale, que ce soit la paix, le changement climatique, la rareté des ressources, l'évolution démographique ou le chômage des jeunes: pour relever ces défis, l'Europe n'est peut-être pas la seule et unique solution, mais elle représente, d'après moi, la seule voie souhaitable.

Nous devons faire apparaître clairement aux citoyens la valeur ajoutée de l'Europe. Nous avons besoin pour cela d'exemples concrets qui ont des retombées positives pour les Européens. L'Europe sert souvent de bouc émissaire, elle paraît lointaine et abstraite, et elle suscite de la défiance et des interrogations quant à sa légitimité. C'est ce qui nous amène au rôle qui est celui joué par les régions et les villes d'Europe.

Un nouvel élan impulsé par les régions

Dans 70 % des cas, la législation de l'Union européenne a une influence directe sur l'échelon régional ou doit être mise en œuvre par les régions. Nous, maires et élus régionaux, sommes les acteurs européens de première ligne. Mais c'est de cette manière aussi que nous devons envisager notre rôle. L'Europe ce n'est pas avant tout Bruxelles, Strasbourg ou Luxembourg. L'Europe, ce sont les villes et les régions, les collectivités locales et régionales.

Qu'il s'agisse des capacités d'investissement, de la formation, de la protection de l'environnement, de la sécurité, de l'innovation, des partenariats au-delà des frontières de l'Union ou de nombreux autres exemples de dossiers, nous sommes toujours sollicités.

C'est pourquoi l'échelon local et régional doit toujours être associé à la planification comme à la mise en œuvre des politiques européennes. Tel est le rôle dévolu au Comité des régions: faire entendre la voix des villes et des régions à Bruxelles.

D'après les résultats du dernier Eurobaromètre, nos citoyens ont davantage confiance dans l'échelon régional que dans n'importe quel autre niveau de gouvernement: à 51 % en moyenne, le taux de confiance à l'égard de l'échelon régional est plus élevé que pour le niveau européen (42 %) et national (37 %). En Allemagne, les chiffres sont encore plus clairs: 47 % des citoyens font confiance à l'échelon européen, 59 % au niveau national, et 76 % aux collectivités locales et régionales. La structure fédérale de l'Allemagne n'est certainement pas étrangère à cette situation.

Il ne sera donc possible de donner un nouvel élan à l'Europe et de renforcer sa légitimité qu'en y œuvrant de concert avec les régions. L'Europe se joue sur le terrain. «Je suis l'Europe», telle doit être notre devise. Nous devons parler non pas seulement de l'avenir de l'Union européenne, mais aussi et surtout de l'avenir de ses citoyens.

Au CdR, nous avons lancé le projet «Réflexions sur l'Europe», une initiative qui consiste à organiser des dialogues citoyens dans les régions. Nous devons être à l'écoute. Depuis mars 2016, nous avons déjà tenu plus de 135 débats dans 20 États membres. Le chômage y a encore et toujours été cité comme l'un des principaux défis se posant à nous.

Investissements

Le populisme n'est pas seulement un problème de communication, c'est aussi un problème d'investissement.

L'ambition européenne doit aller de pair avec une ambition financière. Aujourd'hui, l'Europe coûte à chaque Européen l'équivalent d'un café par jour. L'on pourrait songer à l'accompagner en plus d'un croissant. Mais cela pourrait aussi être une saucisse de Thuringe ou un gâteau de Noël saxon. Pour ma part, étant Belge, je penche plutôt pour un cornet de frites.

Ce que je veux dire, c'est que la promotion du progrès économique et social est consacrée comme un objectif essentiel dans les traités fondateurs. Pour mettre en évidence sa valeur ajoutée, l'Europe doit aussi tenir sa promesse de progrès social, qu'elle porte en elle depuis plus de 60 ans. Pour l'heure, je ne peux malheureusement que constater que la composante sociale de l'Union ne représente pas vraiment une priorité.

Elle doit le devenir, c'est ce que pour quoi je veux m'engager durant mon mandat à la présidence du Comité européen des régions. C'est pourquoi je reprends volontiers à mon compte les propositions énoncées par le président français dans son discours de la Sorbonne, et j'espère que le sommet social de Göteborg qui se tiendra le 17 novembre 2017 produira des résultats concrets. Je veux démontrer l'urgence de cet impératif en citant le remarquable discours prononcé en mai 2006, lors de la remise du prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle, par l'ancien Premier ministre luxembourgeois, aujourd'hui président de la Commission européenne. Celui-ci disait à l'époque: «Si nous ne parvenons pas, dans les dix prochaines années, à élargir le succès de l'union économique pour en faire une solide union sociale, ce sera la faillite de l'Europe.»

Les villes et les régions, qui réalisent les deux tiers des investissements publics totaux en Europe, doivent être dotées des moyens nécessaires pour pouvoir investir dans un avenir juste et solidaire dans l'ensemble de l'Union et poser ainsi les conditions indispensables à la cohésion sociale.

C'est pourquoi le Comité des régions plaide pour une politique de cohésion forte. Celle-ci représente, dans toutes ses dimensions, économique, sociale et territoriale, la marque de fabrique de l'Union, pour ainsi dire constitutive de son ADN, et elle est résolument inscrite dans les traités européens. Dès lors, la remettre en question en l'affaiblissant, en la diluant ou en la conditionnant à des paramètres extrinsèques, n'aurait tout simplement pas de sens.

La politique de cohésion est l'instrument de la solidarité européenne. Cette politique doit être préservée car elle crée des emplois et permet de construire des infrastructures, et tant d'autres choses, dont les Européens ont plus que jamais besoin. Très concrètement, la politique de cohésion a permis, par exemple, de construire 5 000 kilomètres de routes et 1 500 kilomètres de voies ferrées, et d'assurer à 6 millions d'Européens l'accès à une eau potable de meilleure qualité. Elle a rendu possibles des milliers de formations, de reconversions, de créations d'activités et de services utiles pour la société, aussi et en particulier dans le secteur stratégique de la coopération transfrontalière. Une Union sans politique de cohésion, ce n'est pas l'Europe que nous voulons.

Le CdR a lancé, en partenariat avec les associations régionales européennes, l'«alliance pour la cohésion» (#CohesionAlliance), une initiative stratégique qui défend précisément cette position. Je serais ravi de vous voir, en tant que maires et représentants d'autres collectivités territoriales, vous associer à cette initiative, afin que nous puissions ensemble nous mobiliser en faveur d'une politique de cohésion forte.

Nous devons oser réaliser la vision qui était celle des fondateurs de l'Union. Nous avons besoin d'une Europe qui non seulement soit prospère sur le plan économique, mais qui s'engage aussi pleinement en faveur des objectifs de justice et de progrès social. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrons juguler le populisme et le nationalisme, et construire une Europe en paix et solidaire, profondément ancrée dans ses villes et ses régions et empreinte d'une forte cohésion sociale. Nous avons besoin, et j'emprunterai ici les mots de l'ancien président allemand, M. Joachim Gauck, de plus de courage pour l'Europe, que le doute laisse la place à la volonté, l'hésitation à l'énergie, et la passivité à l'initiative.
